

Survie des médias locaux et Loi sur les nouvelles en ligne

## Le Bloc Québécois rencontre les médias de la Capitale-Nationale

**L'Ange-Gardien, le 6 septembre 2023** — C'est une vingtaine de représentants des médias de la région de la Capitale-Nationale qui ont participé à la rencontre organisée par les députées Caroline Desbiens et Julie Vignola en compagnie de Martin Champoux, porte-parole du Bloc Québécois en matière de Patrimoine et député de Drummond à propos de la Loi sur les nouvelles en ligne (C-18) visant à forcer les géants du web à négocier des ententes avec les médias canadiens pour compenser le partage de leur contenu journalistique.

Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre d'une tournée québécoise pour connaître la réalité des médias sur le terrain, particulièrement dans le contexte de l'adoption de ce projet de loi et du bras de fer qui oppose les géants du web tels que Méta et Google, les médias régionaux et le gouvernement.

« C'est essentiel d'aller à la rencontre des médias locaux pour constater les effets du blocage des contenus de nouvelles par les plateformes de Meta. L'impact financier est préoccupant, mais plusieurs s'inquiètent surtout de la perte d'un intermédiaire de diffusion privilégié par la majorité des Québécois. Au défi de rentabilité s'ajoute celui d'attirer la clientèle à la source même des nouvelles. Le gouvernement doit tendre l'oreille et adapter le soutien aux besoins réels sur le terrain. Notamment, soutenir les plus petits médias dans une transition numérique efficace serait un bon moyen de les aider à leur survie dans un univers de plus en plus numérique », explique Martin Champoux.

« Je suis contente de voir que tous les types de médias étaient représentés : web, radios, télévisions, journaux et même des journalistes indépendants étaient présents. Il est important de soutenir l'information régionale! Qu'auraient fait nos citoyens sans TV-CO, CIHO et Le Charlevoisien durant les inondations de ce printemps? » souligne Mme Caroline Desbiens, députée de Beauport-Côte-de-Beaupré-Île d'Orléans-Charlevoix.

« Clairement, il ne faut pas plier et abdiquer face aux compagnies multimilliardaires qui tentent d'imposer leur volonté! Mais est-ce qu'on peut trouver des solutions pour les contourner? Est-ce qu'on peut réapprendre aux gens à s'approvisionner à la source de l'information? La législation a sa raison d'être, mais on doit continuer à militer pour des programmes qui soutiendront la production journalistique pour les grands médias, mais sans oublier les petits médias régionaux », déclare Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou.

« La loi ne règlera pas tout instantanément et le fédéral doit s'impliquer davantage. Les médias régionaux sont essentiels à leurs communautés et à la démocratie. Nous en avons assez perdu comme ça! », conclut Martin Champoux.

**Source :**

Sébastien Aubry, attaché de presse

Caroline Desbiens, députée de Beauport-Côte-de-Beaupré-Île d'Orléans-Charlevoix  
581 307-8209

David Rompré, directeur de bureau

Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou  
418 717-5462

Andrée-Anne Béliveau, directrice de bureau

Martin Champoux, député de Drummond  
Porte-parole du Bloc Québécois